

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

SCP CBF ASSOCIES
41 Rue de Liège
75008 PARIS
494 003 213 RCS PARIS

SELARL BCM & ASSOCIES
35 Avenue Sainte Foy
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
832 377 691 RCS LYON

SELARL THEVENOT PARTNERS
42 Rue de Lisbonne
75008 PARIS
481 943 587 PARIS

A Paris, le 22 novembre 2024,

Objet : Avis de convocation des Administrateurs Judiciaires de Réside Etudes Investissement aux porteurs d'EuroPP de la Société, membres de la classe de parties affectées n°3, en vue du vote sur le projet de plan de sauvegarde de la Société (Articles L. 626-30-2, R. 626-60 et R. 626-61 du Code de commerce)

Madame, Monsieur,

Par jugement du 4 décembre 2023, le Tribunal de commerce de Paris a décidé l'ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de la société :

RESIDE ETUDES INVESTISSEMENT

Société anonyme au capital social de 50.000.000 €
ayant son siège social 20 rue Quentin-Bauchart 75008 Paris
420 628 844 RCS Paris

(la « **Société** »)

et a notamment désigné :

- la SELARL THEVENOT PARTNERS, prise en la personne de Maître Christophe Thevenot, dont le domicile professionnel est sis au 42 rue de Lisbonne à Paris (75008) ;
- la SELARL BCM, prise en la personne de Maître Charles-Henri Carboni, dont le domicile professionnel est sis au 7 rue de Caumartin à Paris (75009) ; et
- la SCP CBF Associés, prise en la personne de Maître Lou Fléchar, dont le domicile professionnel est sis au 41 rue de Liège à Paris (75008),

en qualité d'administrateurs judiciaires de la Société avec mission de surveillance (les « **Administrateurs Judiciaires** »).

Le projet de plan de sauvegarde de la Société prévoit l'aménagement de l'endettement financier de la Société et le rééchelonnement d'une partie de ses dettes publiques, fiscales et sociales.

Par avis du 2 août 2024 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, les Administrateurs Judiciaires ont avisé les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de sauvegarde et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce.

Par notification du 28 octobre 2024 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, en application des articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce, les Administrateurs Judiciaires ont informé les porteurs d'EuroPP des modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle ils appartiennent.

Conformément aux articles L. 626-30-2 et R. 626-61 du Code de commerce, les porteurs d'EuroPP de la Société ont ainsi été avisés qu'ils étaient membres de la classe de parties affectées n°3.

Par la présente, les Administrateurs Judiciaires avisent les créanciers membres de la classe de parties affectées n°3 de leur convocation en classe de parties affectées en vue du vote sur le projet de plan de sauvegarde de la Société (le « **Projet de Plan de Sauvegarde** »), conformément aux articles L. 626-30-2, R. 626-60 et R. 626-61 du Code de commerce à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du projet de plan de sauvegarde de la Société

Projet de résolution

Les porteurs de d'Euro PP sécurisés de la Société, statuant aux conditions de majorité requises par l'article L. 626-30-2 du Code de commerce, connaissance prise du projet de plan de sauvegarde de la Société, approuvent ledit projet de plan de sauvegarde.

* *

*

1. Rappel des modalités de répartition en classes et liste des classes de parties affectées

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30, III du Code de commerce, les Administrateurs Judiciaires ont réparti, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante.

A cet égard, la liste des classes de parties affectées précisant les critères retenus pour la composition figure ci-dessous :

CPA		Membres de la classe	Critère de constitution
Créancier privilégié			
1	Classe n° 1 (créancier privilégié)	Direction des Grandes Entreprises	Créances fiscales privilégiées.
Titulaire de droits affectés bénéficiaire d'une sûreté réelle portant sur des biens appartenant à la Société			
2	Classe n° 2 (créancier sécurisé)	BPCE Lease Immo	Titulaire d'une sûreté réelle accordée par la Société en garantie d'une dette due par RSMS.
Créanciers ne bénéficiant pas d'une sûreté réelle portant sur des biens appartenant à la Société			
3	Classe n° 3 (créanciers chirographaires)	Porteurs d'obligations EuroPP identifiées sous le code ISIN FR0013071644 ou ISIN FR0013464542	Créances obligataires non-garanties et non-subordonnées.
4	Classe n° 4 (créanciers chirographaires)	Créanciers au titre des Cautionnements pour garantir des prêts consentis aux Filiales dont les actifs restent dans le périmètre consolidé de REI	Créances éventuelles et non-contestées par REI, garantissant les prêts de Filiales faisant l'objet de présentation de plans de sauvegarde.
5	Classe n° 5 (créanciers chirographaires)	Créanciers au titre des Cautionnements pour garantir des prêts consentis aux Filiales dont les actifs sortent du périmètre consolidé de REI (plan de cession pour RES)	Créances éventuelles et non-contestées par REI, garantissant les prêts de Filiales faisant l'objet de présentation de plans de cession.
6	Classe n° 6 (créanciers chirographaires)	Créanciers bancaires chirographaires – la Banque Palatine	Créances chirographaires de nature bancaire.
7	Classe n° 7 (créanciers chirographaires)	Fournisseurs et autres créanciers chirographaires n'appartenant pas au Groupe	Créances chirographaires de fournisseurs et autres créanciers non-financiers n'appartenant pas au Groupe, trouvant notamment leur origine dans la livraison de biens ou la prestation de services.

8	Classe n° 8 (créanciers chirographaires)	Créanciers chirographaires appartenant au Groupe	Créances chirographaires au titre de flux intra-groupe.
9	Classe n° 9 (créanciers chirographaires)	Porteurs de TSDI	Créances à durée indéterminée et de nature subordonnée conformément à l'article L. 228-97 du Code de commerce.

2. Arrêté du montant des créances et des droits dont sont titulaires les parties affectées

Pour rappel, les montants des créances pris en compte pour le calcul des voix au sein de chaque classe de parties affectées sont arrêtés par les Administrateurs Judiciaires en application des articles L. 626 -30, V, R. 626-56 et R. 626-58 du Code de commerce. Ils correspondent au montant en principal et intérêts jusqu'à la date de maturité contractuelle de chaque créance.

Le tableau ci-dessous indique, sur la base des montants indiqués par la Société et certifiés par les commissaires aux comptes, le montant en principal et intérêts à la veille du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde. Les intérêts à échoir depuis le jugement d'ouverture jusqu'à la date de maturité contractuelle seront pris en compte pour les besoins du calcul des droits de vote.

Référence	Descriptif	Montant des créances concernées (principal et intérêts à la veille du jugement d'ouverture)
1	Obligations émises par la Société le 18 février 2016 d'un montant en principal de 50.000.000 euros portant intérêt au taux de 4,5 % l'an et venant à échéance en 2025, identifiées sous le code ISIN FR0013071644.	55.078.082,00 euros (outre intérêts à échoir de la date du jugement d'ouverture jusqu'à la maturité contractuelle)
2	Obligations émises par la Société le 3 décembre 2019 d'un montant en principal de 42.400.000 euros portant intérêt au taux de 4,2 % l'an et venant à échéance le 3 décembre 2026, identifiées sous le code ISIN FR0013464542.	93.523.678,00 euros (outre intérêts à échoir de la date du jugement d'ouverture jusqu'à la maturité contractuelle)

3. Modalités de calcul des voix au sein de la classe n°3

La classe n°3 statue à la majorité des deux tiers (2/3) des voix détenues par les membres, présents ou représentés, ayant exprimé un vote.

Au sein de la classe, le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance détenue à l'encontre de la Société, en principal et intérêts (en ce inclus les intérêts à échoir jusqu'à la maturité contractuelle), par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par les Administrateurs Judiciaires conformément à l'article L. 626-30, V du Code de commerce.

4. Accès à la documentation

Sont accessibles sur le site internet de la Société (<https://www.groupe-reside-etudes.com/restructuration>) et/ou sur la plateforme Kroll, (<https://deals.is.kroll.com/rei>), agissant en qualité d'agent centralisateur (l'« **Agent Centralisateur** ») :

- le règlement intérieur applicable au vote des classes de parties affectées (le « **Règlement Intérieur** »),
- le bulletin de vote qu'il conviendra de remplir en vue du vote. En cas de questions relatives à l'envoi du bulletin de vote et des documents y afférents, les porteurs d'EuroPP de la Société pourront contacter par e-mail l'Agent Centralisateur (reside-identification@is.kroll.com).

Le Projet de Plan de Sauvegarde de la Société sera mis à disposition des parties affectées sur le site internet de la Société et de l'Agent Centralisateur au moins quinze jours avant la Date du Vote, conformément aux dispositions de l'article L. 626-30-2 du Code de commerce.

En application de l'article R. 626-59 du Code de commerce, les Administrateurs Judiciaires ont sollicité les observations respectives des Mandataires Judiciaires et des représentants de la délégation du personnel du comité social et économique sur le Projet de Plan de Sauvegarde qui seront également accessibles sur le site internet de la Société, en amont de la période de vote.

5. Admission au vote

Les votes se tiendront par voie électronique uniquement, par l'intermédiaire de la société Kroll, agissant en qualité d'Agent Centralisateur, selon les modalités détaillées dans le Règlement Intérieur.

Pour chacune de leurs créances affectées, les membres de la classe n°3 seront invités à exprimer leur vote sur le Projet de Plan de Sauvegarde à compter du 9 décembre 2024 à 12h00 (heure de Paris) et jusqu'au 20 décembre 2024 à 12h00 (heure de Paris) selon les modalités décrites ci-dessous :

Pour tout EuroPP détenu par le biais d'un intermédiaire financier tel qu'un trustee, un dépositaire ou un autre mandataire, le créancier affecté devra donner instruction à cet intermédiaire financier d'exercer les droits de vote attachés à ses créances, pour son compte, conformément aux procédures établies par cet intermédiaire.

6. Modalités de vote

En ce qui concerne les modalités de vote, il est indiqué que seul le vote par voie électronique sera admis, celui-ci s'effectuant exclusivement sur la plateforme Kroll. Les identifiants permettant d'accéder à cette plateforme vous sont transmis par l'Agent Centralisateur dans une correspondance indépendante.

7. Résultat du vote

Les résultats seront publiés sur le site internet de la Société, le 23 décembre 2024.

8. Modalités de communication électronique avec les Administrateurs Judiciaires et l'Agent Centralisateur

Il est rappelé que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel à l'adresse suivante : plans-reside@thevenotpartners.eu, copie reside-identification@is.kroll.com.

Les Administrateurs Judiciaires de la Société :

- **SELARL THEVENOT PARTNERS** (Maître Christophe Thevenot)
- **SELARL BCM** (Maître Charles-Henri Carboni)
- **SCP CBF ASSOCIES** (Maître Lou Flécharde)